



Strasbourg, le 05 juin 2018

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration n°325-2018 du 05 juin 2018

Séance du : 05 juin 2018  
Sous la présidence de : Michel Samuel-Weis – Vice-Président

Ont assisté à la séance : 15 membres  
Absents excusés : 13 absents excusés dont 4 pouvoirs  
Absent non excusé : /

**Présents :**

Claire ANTONY, Azzedine BOUFRIOUA, Jean-Luc BREDEL, Cora FRANÇOIS, Bernard GOY, Brice JEANNIN, Oh Eun LEE, Amy LIN, Gilles OLTZ, Michel SAMUEL-WEIS, Gérard STARCK, Charlotte STAUB, Darek SZUSTER, Benoît TOCK, Elie VENDRAND-MAILLET.

**Pouvoirs :**

Camille GANGLOFF donne pouvoir à Michel SAMUEL-WEIS  
Nicolas MATT donne pouvoir à Sara MARGUIER  
Sophie KOHLER donne pouvoir à Benoît TOCK  
Christine TRAUTMANN donne pouvoir à Alain FONTANEL

**Absents excusés :**

Alain FONTANEL, Camille GANGLOFF, Fabienne KELLER, Sophie KOHLER, Séréna MANGANAS, Pasca MANGIN, Sara MARGUIER, Nicolas MATT, Henri METZGER, Annick NEFF, Ada REICHHART, Éric SCHULTZ, Catherine TRAUTMANN.

**9ème point de l'ordre du jour : modification de l'état des emplois permanents de la HEAR et recrutement d'agents en Parcours Emploi Compétences**Délibéré

Le Conseil d'administration  
après en avoir délibéré

Vu l'avis favorable du Comité technique du 25 mai 2018 ;

- décide de procéder aux recrutements sus mentionnés ;
- décide la création de l'emploi susmentionné ;
- décide la transformation de l'emploi susmentionné ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1 ( les postes pourvus en parcours emploi compétences figurent dans les emplois non permanents).

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget de l'établissement.



Vote

Votants : 19  
Pour : 19  
Contre : -  
Abstention : -

**Adopté**

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le ..... 18 juin ..... 2018  
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le ..... 18 juin ..... 2018 à 17 heures.

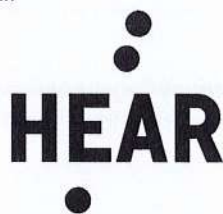
**Michel Samuel-Weis**  
Vice-Président

REÇU EN PREFECTURE

le 18/06/2018

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-067-200028124-20180605-325\_2018-DE



# Délibération du Conseil d'administration

## n°325 - 2018 du 05 juin 2018

**Objet : Modification de l'état des emplois permanents de la HEAR et recrutement d'agents en Parcours Emploi Compétences**

### Exposé des motifs

#### **1) Recrutement d'un agent en parcours emploi compétences pour les services Ressources humaines et Finances**

Par délibération du 1<sup>er</sup> juin 2017, le Conseil d'administration de la HEAR a, après avis favorable du Comité Technique du 9 mai 2017, créé un emploi aidé (Contrat d'accompagnement vers l'emploi) d'assistant administratif à temps non complet (20/35<sup>èmes</sup>) à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017. Le dispositif de CAE ayant été supprimé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, il n'est pas possible de renouveler le contrat sur cette base.

Il est à présent proposé de recruter un assistant administratif à temps complet (35h) sous la forme d'un « Parcours Emploi Compétence » à compter du 1<sup>er</sup> juin 2018 pour poursuivre le renforcement du service des Ressources Humaines et des Finances. Ce poste s'inscrit dans une démarche d'intégration d'un agent handicapé conduite depuis plus d'un an avec l'accompagnement du Centre de Gestion du Bas-Rhin. La conclusion de ce contrat soumise à des engagements de la part de l'employeur de développer la maîtrise des compétences professionnelles et de faciliter l'accès à la formation notamment, s'inscrit aussi dans une volonté de pérenniser le poste et bénéficie d'aides de l'Etat.

#### **2) Recrutement d'un agent en parcours emploi compétences pour l'accueil du site de Mulhouse**

Le Conseil d'administration de la HEAR du 1<sup>er</sup> juin 2017 a également décidé de créer un emploi aidé d'assistant administratif et technique d'un volume horaire de 35 heures et s'articulant autour de missions administratives d'accueil et de tâches techniques diverses concourant au bon fonctionnement de la régie du site d'arts plastiques de Mulhouse.

Le contrat aidé susmentionné prenant fin le 31/08/2018 et n'étant pas renouvelable puisque conclu sous la forme du CAE, dispositif obsolète, il est proposé de recruter un assistant administratif et technique sous la forme d'un « Parcours Emploi Compétence » à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2018. La conclusion de ce contrat, soumise à des engagements de la part de l'employeur de développer la maîtrise des compétences professionnelles et de faciliter l'accès à la formation notamment, bénéficie d'aides de l'Etat.

#### **3) Création d'un poste d'assistant administratif polyvalent**

Il a été délibéré en novembre 2015 la création d'un poste d'assistant accueil/scolarité à temps plein sous la forme d'un contrat aidé à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2015. Ce poste était à l'origine affecté à 50% au profit du service scolarité et à 50% au profit de la régie technique du site de Mulhouse.

Entre temps, le site de Mulhouse a été impacté par l'arrivée de l'option design et est ainsi monté en puissance. Par ailleurs, des réorganisations de services ont été opérées avec notamment la transformation du poste d'assistant administratif polyvalent en poste d'assistant RH.

Les missions de l'emploi d'assistant accueil/scolarité ont ainsi été amenées à évoluer vers une répartition de travail pour moitié affectée à la scolarité et pour l'autre moitié à l'assistante de la coordinatrice de site.





Les besoins de service le justifiant et au vu des qualités dont fait preuve l'agent occupant le poste, il est proposé de pérenniser cet emploi et de créer le poste d'assistant administratif polyvalent à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2018.

#### **4) Transformation du poste de régisseur sur le site de Mulhouse**

Le départ à la retraite du régisseur du site de Mulhouse donne l'opportunité de repenser l'organisation du service en transformant le poste de régisseur en poste de référent technique de site.

Il aura en charge la gestion du bâtiment, des locaux, du mobilier et des équipements techniques ainsi que la gestion de l'atelier menuiserie du site d'arts plastiques de Mulhouse. Il sera placé sous la direction de la coordinatrice générale de site et en lien fonctionnel avec le régisseur général de la HEAR.

Il est proposé au Conseil d'administration de procéder à la transformation, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018, du poste de régisseur en poste de référent technique de site calibré de catégorie C à B, cadres d'emplois des adjoints techniques territoriaux, agents de maîtrise territoriaux ou techniciens territoriaux à temps complet.

#### Délibéré

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil d'administration après en avoir délibéré :

Vu l'avis favorable du Comité technique du 25 mai 2018 ;

- décide de procéder aux recrutements sus mentionnés ;
- décide la création de l'emploi susmentionné ;
- décide la transformation de l'emploi susmentionné ;
- autorise la modification de l'état des emplois de la Haute école des arts du Rhin telle que présentée dans l'annexe n° 1 ( les postes pourvus en parcours emploi compétences figurent dans les emplois non permanents).

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget de l'établissement.

**Annexe 1 à la délibération du Conseil d'administration du 5 juin 2018  
relative à la modification de l'état des emplois permanents de la HEAR**

emploi transformé /créé /supprimé	Intitulé de l'emploi	Filière	Catégorie	cadres d'emplois	Calibrage : grade minimum de l'emploi	Calibrage : grade maximum de l'emploi	quotité de l'emploi	ETP de l'emploi	date à laquelle le poste est transformé / créé et à pourvoir	Motifs pour lesquels les postes peuvent être occupés par des agents non titulaires	Rémun. minimum	Rémun. maximum
Emploi supprimé	Adjoint administratif	Emploi aidé	Emploi aidé	/	/	/	TNC (20/35)	1	01/06/2018			
Nouvel emploi créé	Assistant administratif	Parcours emploi compétences	Parcours emploi compétences	/	/	/	TC (100%)	1	01/06/2018	Parcours emploi compétences	Conditions réglementaires	Conditions réglementaires
Emploi supprimé	Adjoint administratif et technique	Emploi aidé	Emploi aidé	/	/	/	TC (100%)	1	01/09/2018			
Nouvel emploi créé	Assistant administratif et technique	Parcours emploi compétences	Parcours emploi compétences	/	/	/	TC (100%)	1	01/09/2018	Parcours emploi compétences	Conditions réglementaires	Conditions réglementaires
Emploi supprimé	Assistant accueil/scolarité	Emploi aidé	Emploi aidé	/	/	/	TC (100%)	1	01/12/2018			
Emploi créé	Assistant administratif polyvalent	Administrative	C	Adjoints administratifs territoriaux	Adjoint administratif territorial	Adjoint administratif principal de 1 <sup>ère</sup> classe	TC (100%)	1	01/12/2018	Art. 3-1 ; 3-2 ; Loi n°84-53	IM 325	IM 466
	Régisseur	Technique	B	Techniciens territoriaux	Technicien territorial	Technicien principal de 1 <sup>ère</sup> classe	TC (100%)	1	01/07/2018			
	Référent technique de site	Technique	C- B	Adjoints techniques territoriaux Agents de maîtrise territoriaux Techniciens territoriaux	Adjoint technique territorial	Technicien territorial	TNC (100%)	1	01/07/2018	Art. 3-1 ; 3-2 ; Loi n°84-53	IM 325	IM 498



Pour information : Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Article 3-1 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et pour répondre à des besoins temporaires, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé annuel, d'un congé de maladie, de grave ou de longue durée, d'un congé de maternité ou pour adoption, d'un congé parental ou d'un congé de présence parentale, d'un congé de solidarité familiale ou de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelle, de sécurité civile ou sanitaire ou en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Les contrats établis sur le fondement du premier alinéa sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

Article 3-2 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et pour les besoins de continuité du service, les emplois permanents des collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 de la présente loi peuvent être occupés par des agents contractuels pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Le contrat est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Il ne peut l'être que lorsque la communication requise à l'article 41 a été effectuée.

Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au deuxième alinéa du présent article, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Article 3-3 : Par dérogation au principe énoncé à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée et sous réserve de l'article 34 de la présente loi, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas suivants :

1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;

2° Pour les emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la présente loi ; [...]

Les agents ainsi recrutés sont engagés par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée

REÇU EN PREFECTURE

le 18/06/2018

Application agréée E-legalite.com